

Hérésie

L'homme, pion de l'opinion

1872 mots

L'homme, pion de l'opinion

Bienvenu au 21^e siècle, ère de la « post-vérité », de la suprématie virtuelle, de l'agnotologie, de la débauche idéologique et de la superficialité. Enchevêtrées dans un changement de paradigme émancipatoire, les nouvelles générations se retrouvent au cœur d'une société qui cherche à se redéfinir au travers d'idéaux tous plus contradictoires les uns des autres. Plus divisé que jamais, le monde d'aujourd'hui semble prisonnier de ses antagonismes : la gauche et la droite, les républicains et les démocrates, les revendications environnementales et les climatosceptiques les mouvements « woke » et l'oppression des minorités... Lorsque de telles dichotomies s'installent, une réflexion sur leurs origines et leurs répercussions s'impose. Est-ce les médias, les réseaux sociaux, les influenceurs, la politique spectacle ou encore de profondes injustices sociales qui sont responsables de cette polarisation? La démocratie, qui implique idéalement que tous puissent penser de façon autonome et critique, est-elle un concept vidé de son sens ou avons-nous simplement atteint ses limites? Avec la montée spectaculaire du virtuel dans nos vies induisant l'accessibilité exponentielle à des informations d'une fiabilité hautement variable et la possibilité pour tous d'accroître sa sphère d'influence, en ces temps où le savoir est remplacé par l'opinion, où les « likes » priment et où la reconnaissance prend plus d'ampleur que la substance, il convient de se poser la question suivante : la popularité est-elle la nouvelle autorité? Or, pour qu'une telle question fasse sens, il faudrait d'abord que les deux concepts soient dissociables. Mais le sont-ils? L'histoire sème le doute...

Avant de plonger au cœur du sujet, il serait de mise de définir les notions d'autorité et de popularité. L'autorité, c'est le pouvoir d'un individu ou d'une institution à se faire obéir,

légitime en fonction de son statut (Dictionnaire de philosophie en ligne, s.d). Selon l'économiste et sociologue Max Weber, l'autorité se diviserait sous trois formes : la charismatique, la traditionnelle et la légale-rationnelle, qui serait apparue à la suite de la bureaucratisation et de la rationalisation des relations personnelles (Treffel, 2020). L'autorité serait donc respectivement transmise par l'admiration voué à des individus aux qualités exceptionnelles ou par respect vis-à-vis leur fonction, par « la croyance au caractère sacré des traditions anciennes » et enfin par la rationalité des lois (Treffel, 2020). En ce qui concerne la notion de popularité, l'étymologie du mot semble parler d'elle-même: le mot provient du latin *popularitas* qui signifie « recherche de la faveur populaire » (Usito, s.d). Ainsi, la popularité d'un individu trouverait sa source au cœur de l'opinion publique. On peut alors se demander si les trois formes d'autorité de Weber sont de tout temps rattachées à l'opinion populaire. Pour décortiquer le tout, un bref retour aux sources s'impose. Celui-ci nous révélera que l'autorité est, depuis toujours, liée à la popularité.

Plongeons donc dans la philosophie des sophistes qui place l'art du discours, la rhétorique au centre de ses idéologies. Se mariant bien avec la démocratie directe de la Grèce antique où c'est le peuple qui, lors des assemblées, vote les lois, cette pratique permet aux gens éloquents et charismatiques d'exercer de l'influence sur les décisions politiques en s'attirant la faveur du peuple. C'est donc une question de savoir convaincre. Aristote, pionnier dans la matière, basait ce savoir-faire sur trois principes fondamentaux, soit l'ethos, le pathos et le logos, signifiant respectivement la mise en confiance, la sensibilisation à la cause et l'argument logique. Ainsi, celui qui sait user à bon escient ces

éléments sait s'attirer les faveurs du plus grand nombre et peut exercer son autorité. Ne retrouvons-nous pas ici la troisième forme d'autorité de Weber, soit la charismatique?

Lorsqu'on aborde plutôt l'autorité traditionnelle, il est difficile de ne pas penser à la monarchie et à la religion. Prenez la Rome antique par exemple, où l'autorité se transmettait traditionnellement par les liens du sang ou par adoption : on pourrait être porté à croire que la popularité n'a pas sa place dans une telle forme autoritaire. Pourtant, l'autorité traditionnelle résidait souvent dans le dialogue entre le gouverneur et les gouvernés, dans un accord commun où les gouvernés ne sont pas seulement spectateur, mais aussi acteur (Gamache, 2014). À Rome, par exemple, « le peuple s'exprimait à l'Hippodrome dès que la moindre inquiétude sur la légitimité d'un empereur naissait, qu'il fût question de sa politique comme de ses campagnes militaires » (Gamache, 2014). Ainsi, la tradition n'était qu'une façade : le pouvoir impérial reposait davantage sur une rhétorique de justification visant à légitimer ses actes, ses décisions et ses orientations auprès du peuple (Gamache, 2014). Et que se passe-t-il lorsqu'on rompt ce dialogue? La mort de Louis XIV lors de la Révolution française est un exemple criant que lorsqu'un individu en position d'autorité dans sa forme la plus traditionnelle ne sait plus s'attirer les faveurs du peuple, son règne prend fin. La religion tire également son autorité de sa popularité : lors de la Révolution tranquille, le clergé, retiré des sphères politiques et académiques, perdit en popularité au profit d'idées émancipatrices, perdant de ce fait son autorité sur la population québécoise. Il faut donc être populaire pour gouverner.

Ceci nous ramène inmanquablement à Platon qui, s'opposant aux idéologies des sophistes, juge la démocratie comme une chute vers la démagogie, voire la tyrannie. Dans sa thèse, Platon soutient que seuls les philosophes, êtres vertueux, devraient gouverner

puisque contrairement au peuple, qui est guidé par la *doxa* (l'opinion), les philosophes sont guidés par le savoir, par la rationalité. Il disait d'ailleurs que « l'opinion est quelque chose d'intermédiaire entre la connaissance et l'ignorance » (La-Philo, s.d). Ainsi, il condamne la démocratie au profit de l'aristocratie et imagine une société où popularité et autorité seraient complètement dissociées. Platon prônait conséquemment une autorité légale rationnelle, tel un précurseur en la matière, puisqu'il souhaitait une société où la rationalité aurait une fonction décisive, inspirant entre autres les grandes œuvres dystopiques modernes de Huxley et Orwell. Aujourd'hui, selon Weber, nos systèmes de loi reposeraient sur cette forme d'autorité, qui s'impose « en vertu de la croyance en la validité d'un statut légal et d'une « compétence » positive fondée sur des règles établies rationnellement » (Treffel, 2020). Mais, même en démocratie représentative, il n'est pas bien difficile d'affirmer qu'en amont de cette nouvelle forme en apparence toute moderne d'autorité légale-rationnelle, se trouve des humains d'abord élus par un vote populaire. Il nous semble alors permis de remettre en question le caractère strictement rationnel des lois, car celles-ci pourraient en certains cas trouver leurs sources dans l'opinion populaire. À titre d'exemple, la controversée loi 21 de la CAQ ne trouve-t-elle pas ses racines dans le souhait de la majorité? Un sondage réalisé auprès des Québécois en mai 2019 montrait que 64% étaient en accord avec le projet de loi en question (Bourgeault-Côté, 2019). L'autorité-légale rationnelle repose donc elle aussi sur l'opinion publique. Pour en revenir à Platon et à son idéal du philosophe roi voulant qu'autorité et popularité soient dissociables, il apparaît alors justifié d'affirmer que le tout demeure une utopie que l'histoire se fait un plaisir à réfuter.

Maintenant qu'il est établi qu'autorité et popularité sont intimement liées et donc, que la popularité n'est pas la nouvelle autorité, il convient de se questionner sur la forme que prend cette dyade en 2021. La popularité serait-elle consolidée en tant qu'autorité dans nos sociétés modernes? Et ses dommages collatéraux rendent-ils caduque la démocratie? D'un point de vue pessimiste, il serait juste de répondre par l'affirmative : jusqu'à preuve du contraire, les dominants contrôleront toujours les dominés et les dirigeants trouveront toujours un moyen de manipuler le peuple pour demeurer au pouvoir. Pensons notamment à la post-vérité, déjà anticipé par George Orwell, et définie comme suit par le dictionnaire d'Oxford : « qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles » (Agence France-Presse, 2016). L'usage de cette aberration en politique vient contrer l'essence même de la démocratie puisque, privé de la vérité, le peuple ne peut exercer de jugement critique et donc ne peut user de son pouvoir décisionnel de manière éclairée. Pensons ici à Legault et à son commentaire sur Facebook concernant sa réforme de l'immigration : « je pense que si vous regardez sur mon Facebook, par exemple, je dirais que 90 % des gens sont d'accord avec ce que nous faisons » (Bellerose, 2019). Le problème ici réside non seulement dans l'estimation, mais aussi dans le fait que la page Facebook du Premier ministre est nécessairement une chambre d'écho algorithmique. En ce sens, Myriam Revault D'Allonnes paraphrasait Foucault comme suit « il n'y a pas de vérité pure, elle s'insère dans une politique et tout pouvoir s'exerce en s'accompagnant d'un rituel de manifestation de la vérité » (Revault D'Allonnes, 2018). De son côté, Hannah Arendt répudierait sans doute l'appel aux émotions en politique en l'associant à la survalorisation de la sphère privée au détriment

de la sphère publique. En parlant des baisses d'impôt par-ci, de décisions favorables aux familles par-là, ou encore en misant sur la création d'emplois, les politiciens transforment le terreau politique, la sphère publique, en sphère privée, collée sur les émotions et les intérêts du peuple, lui disant ce qu'il souhaite entendre. Enfin, on retrouve parmi les dommages de la popularité la corruption des médias par les élites dominantes. L'ouvrage *La fabrication du consentement : De la propagande médiatique en démocratie* de Noam Chomsky et de Edward S. Herman dénonce le contrôle effectué grâce au capital sur les médias par les élites politiques et économique pour servir leurs propres intérêts. Ainsi, les dirigeants de ce monde sont prêts à tout pour gagner la faveur du peuple par la popularité, une popularité pourtant construite sur des bases qui renversent l'idée même de démocratie.

On se retrouve donc face à un monde où l'autorité est basée sur l'opinion et les émotions, elles-mêmes popularisées et manipulées par les médias et les élites dirigeantes. Dans notre incessante quête de popularité, nous détruisons les fondements de notre très chère démocratie. Est-ce une fatalité? Alexis de Tocqueville écrivait dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique* : « Ce qui met en danger la société, ce n'est pas la grande corruption de quelques-uns, c'est le relâchement de tous » (Tocqueville, 1835). Ainsi, pour Tocqueville, le réel danger de la démocratie est le désengagement de masse des citoyens quant aux affaires publiques, qui viendrait mettre en péril le principe même de la démocratie, soit le pouvoir du peuple. Une lueur d'espoir se dessine donc malgré tout : il suffit de se lever et d'agir pour contrer les effets pervers de la popularité. Mais concrètement, qu'est-ce que ça veut dire me demanderez-vous? Rawls et Arendt proposeraient sans doute de s'attaquer aux injustices sociales : en les surmontant, la

démocratie reprendrait de la vigueur. Réinvestir dans la sphère publique, miser sur l'éducation, contrer les paradis fiscaux : voilà quelques solutions qui s'offrent à nous. L'idéal, en d'autres mots, serait de vivre dans un monde où chacun serait outillé pour exercer sa pensée critique, un monde où l'on retrouverait davantage de Socrate dans l'espace public, en dehors de la caverne et de ces marionnettistes. Mais l'« animal politique » qu'est l'humain est une bien drôle de bête...

Médiagraphie

Agence France-Presse. (16 novembre 2016). « Post-vérité », le mot de l'année selon le dictionnaire Oxford. *La Presse*. Repéré le 25 avril 2021 à <https://www.lapresse.ca/international/201611/16/01-5041850-post-verite-le-mot-de-lannee-selon-le-dictionnaire-oxford.php>

Autorité. (s.d). Dans *Dictionnaire de philosophie en ligne*. Repéré le 25 avril 2021 à <https://dicophilo.fr/definition/autorite/>

Bellerose, P. (7 novembre 2019). Réforme de l'immigration: sans alliés, Legault se tourne vers Facebook. *TVA Nouvelles*. Repéré le 29 avril 2021 à <https://www.tvanouvelles.ca/2019/11/07/reforme-de-limmigration-sans-allies-legault-se-tourne-vers-facebook-1?fbclid=IwAR2lVYOL44UEiVG9F99vhH1gHJxeQQNyJ6vE4icaZiaCOtJBWgcSjtFoF88>

Bourgeault-Côté, G. (8 mai 2019). L'appui au projet de loi sur la laïcité de l'État se maintient. *Le Devoir*. Repéré le 13 mai 2021 à <https://www.ledevoir.com/societe/553869/laicite-l-appui-au-projet-de-loi-21-se-maintient>

Gamache, V. (2014). L'empereur romain : un pouvoir pas si absolu. Repéré dans *Acfas Magazine* le 16 avril 2021 à <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2014/02/l-empereur-romain-pouvoir-pas-absolu#:~:text=Dominus%2C%20dominari%2C%20dominatio,H.%20M.%20Jones%20en%2019661>

L'opinion en philosophie. (s.d). *La-Philo*. Repéré le 25 avril 2021 à <https://la-philosophie.com/opinion-en-philosophie>

Popularité. (s.d). Dans *Usito*. Repéré le 25 avril 2021 à <https://usito.usherbrooke.ca/d%C3%A9finitions/popularit%C3%A9>

Revault d'Allones, M. (2018). *La faiblesse du vrai*. Paris : Seuil.

Tocqueville, A. (1835). *De la démocratie en Amérique*. New York : Gosselin.

Treffel, R. (2020) L'autorité selon Max Weber. Repéré dans *1000 idées de culture générale* le 25 avril 2021 à <https://1000-idees-de-culture-generale.fr/autorite-max-weber/>